

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Retraites et service public

Vive le vote majoritaire des salariés d'EDF !

- Social -

Date de mise en ligne : dimanche 16 février 2003

Description :

A 57,8 % des actifs, les salariés d'EDF ont refusé le relevé de conclusion pourtant signé par la majorité écrasante de leurs dirigeants syndicaux

Démocratie & Socialisme

A 57,8 % des actifs, les salariés d'EDF ont refusé le relevé de conclusion pourtant signé par la majorité écrasante de leurs dirigeants syndicaux. Ils ont su clairement lire le contenu de ce qu'on leur proposait et l'ont refusé :

1°) parce qu'il était LA condition pour que soit ouverte à la privatisation, EDF 2°) parce qu'il était un marché de dupe, permettant dans une seconde étape, une fois leur régime adossé sur le régime général, de le modifier défavorablement. Les salariés n'ont pas accepté d'être cuits à petit feu, en faisant mine de ne pas s'en apercevoir. Ils n'ont pas accepté d'être neutralisés, le temps que le gouvernement règle son compte aux autres régimes de retraite, puis d'être battus, plus tard, isolément. Ce vote, ce n'est ni la « faute aux conservateurs », ni « les règlements de compte interne à la CGT », ni la « désinformation » comme font mine de commenter ceux qui ont été battus et qui, mauvais démocrates, accusent les salariés de s'être prononcés comme ils l'ont fait.

57,8 % des voix, ce ne peut pas être « la faute à une CGT divisée » qui fait... 53 % des voix de l'entreprise aux élections professionnelles ! Sûrement qu'une grande partie des syndiqués cégétistes comme des autres syndicats ont voté pour l'accord ! Ce sont les salariés du rang qui ont voté, librement, du fond de leur méfiance légitime sur la façon dont ils pensaient être menacés. Un peu comme les électeurs qui votaient contre Maastricht, en pensant qu'on leur faisait échapper leur destin de leurs mains pour leur imposer une Europe libérale. 57,8 % des salariés d'EDF ont voté contre l'establishment qui proposait une combinaison pas franche pour aller ensuite vers la remise en cause de nos retraites à tous : ils ont, en fait, exprimé la réalité de l'opinion de tous les salariés, et on la verra bientôt se manifester. Car de 80 à 90 % des Français sont exactement dans le même état d'esprit face aux menaces de MM. Chirac, Raffarin et Fillon. Ceux qui ne veulent pas le voir, vont le découvrir une première fois... lors des manifestations du 1er février. Le gouvernement, semble-t-il, veut passer en force contre les salariés d'EDF : la majorité ne compte donc plus ? A quoi ça sert de voter ? Un accord minoritaire suffit donc ? Il en est de même quand François Fillon annonce qu'il ne « négociera pas » avec les syndicats, mais qu'il consulte... Qu'on nous dise d'avance que tout est joué et que le reste est de la frime, de la fausse concertation, que tout est déjà décidé et que le temps qui nous sépare du 30 juin est de la mise en scène pour faire passer la pilule dans l'opinion. Comme on le voit, la première pilule n'est pas passée, vive le réflexe lucide des salariés d'EDF ! Le tam-tam du gouvernement depuis des mois, avançant en rouleau compresseur pour ruiner nos retraites est déjà perçu comme une profonde menace sourde et grossissante, dans le pays. Rien ne s'oublie tout à fait en histoire. Tous ceux qui n'ont pas voté Chirac, le 21 avril, qui ont manifesté le 1er mai, qui ont repoussé Le Pen le 5 mai, savent au fond d'eux-mêmes que l'épreuve de force est là. Les agents d'EDF sont l'avant-garde de ce soulèvement. Tous ceux qui ont déjà battu Jacques Chirac et Alain Juppé en 1995 et qui par millions avaient alors manifesté pour le retour aux 37,5 annuités de cotisations public-privé (rappelez-vous les banderoles) n'ont pas la mémoire courte. Chacun sait que c'est hypocrite de prétendre confirmer la retraite à 60 ans et prolonger en même temps le nombre d'annuités de cotisations pour la percevoir à taux plein ! La retraite « à la carte » est aussi une hypocrisie : c'est le faux choix entre « s'user davantage au travail ou moins bien vivre le reste de son âge ». C'est remplacer un vrai droit à la retraite par un choix individuel cruel : si vous voulez une meilleure retraite, travaillez plus... Et si vous travaillez plus, les « tables de mortalité » sont là pour le prouver... vous mourrez plutôt ! Déjà la honteuse réforme Balladur, celle menée en catimini en plein été 93, suivie par les mesures de l'Arcco et de l'Agirc, débouchent en ce mois de janvier 2003 sur leur plein effet : elles vont faire redescendre des centaines de milliers de retraités en dessous du seuil de pauvreté ! Quand on lit dans Le Monde du 8 janvier, la tribune de M Balladur feignant de trouver injuste l'inégalité entre privé et public alors que c'est lui qui l'a créée, on mesure toute la duplicité des décideurs ! Il fallait 30 annuités pour tous dans la France de 1945 à 1972 pour toucher une retraite à taux plein alors qu'on travaillait plus tôt et qu'on finissait à 65 ans ! Pourtant la France était moins riche qu'aujourd'hui ! Alors pourquoi faire le choix de diminuer nos retraites alors que le COR lui-même a calculé que le retour aux 37,5 annuités, ne coûtait que 0,3 % du Pib dans les quarante ans à venir... ?

(Lire retraites : réponse au Medef, Ed. Ramsay, Jean-Jacques Chavigné, Gérard Filoche)